

## Pauvreté : trajectoires individuelles, logiques sociales

Colloque des 11 et 12 octobre 2012

Université de Lausanne - IDHEAP

### ATELIERS

Ateliers du jeudi 11 octobre

#### Atelier 1 : Vulnérabilité et inégalités en situation de fin de vie

Les personnes atteintes d'une maladie à issue fatale sont souvent considérées comme 'vulnérables'. C'est pourquoi elles nécessiteraient une attention particulière en terme de prise en charge palliative, au nom de l'éthique et de la dignité. Dans le même temps, les facteurs socioéconomiques (isolement, précarité financière, charges familiales) caractérisant effectivement cette 'vulnérabilité' sont très peu mis en avant et restent très peu documentés dans les situations de fin de vie. Cela masque certaines inégalités d'accès aux soins ou aux ressources adéquates. Cet atelier propose d'ouvrir quelques pistes de réflexion en la matière, en mettant l'accent sur les conditions d'articulation des sphères professionnelle et privée lorsqu'un-e employé-e salarié-e accompagne un-e proche dans la dernière phase de sa vie.

#### Animateurs :

**Marc-Antoine Berthod** est professeur à la Haute école de travail social et de la santé – EESP – Lausanne. Docteur en anthropologie, il enseigne et mène des travaux de recherche sur la maladie grave, la fin de vie et le deuil depuis une quinzaine d'années. Après s'être notamment intéressé à la mort et aux rapatriements des défunts dans les familles migrantes, il conduit actuellement une étude sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle que les employés salariés doivent trouver pour accompagner une personne atteinte d'une maladie à issue fatale.

**Daniel Ramelet** est infirmier en santé mentale et psychiatrie. Après trois années passées avec son épouse Claudine en République du Congo (Brazzaville), il revient en Suisse et se spécialise en géronto-gériatrie. Il travaille comme clinicien dans un EMS avant d'occuper son poste actuel de travailleur social dans un foyer d'hébergement de l'Armée du Salut à Genève. En août 2009, son épouse décède des suites d'un cancer. Pour surmonter cette épreuve, il suit des ateliers avec un groupe de soutien et prend conscience du rôle de proche aidant qu'il a assumé envers son épouse durant les dix mois où la maladie a changé le cours de leur vie personnelle, conjugale, familiale et professionnelle.

## **Atelier 2 : Conditions de vie au grand âge**

Dans cet atelier, nous débattons des interactions entre trajectoires de vie et logiques sociales dans le cas spécifique des personnes âgées. Dans un premier temps, nous présenterons un cadre bouleversé par le vieillissement démographique et la progression de l'espérance de vie. Ces évolutions ont été associées à des représentations tant de la vieillesse que des vieillards, balançant entre rejet et inclusion. Ces visions intègrent depuis peu l'idée que les vieux ne constituent pas un groupe homogène, que les vieillesse sont plurielles.

Mais si l'hétérogénéité et la diversité tendent à être connotées positivement, il n'en reste pas moins qu'elles révèlent les inégalités ! Nous les aborderons au travers des éléments qui relient l'individu à la société : les facteurs de précarité – notamment économiques –, le capital du lien social, les typologies socio-sanitaires dans l'avancée en âge, les déterminants sociaux de la santé, les phases du vieillissement et les besoins psychosociaux associés, et encore les ressources personnelles.

Alors que la mobilisation, l'engagement des individus sont promus, la mise en évidence des inégalités dans l'avance en âge amène à s'interroger sur la pertinence de cette approche, ou au moins sur ses limites.

### Animateurs :

**Michel Oris** est professeur à la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève depuis mars 2000. Codirecteur du Pôle LIVES (Overcoming Vulnerability. Life Course Perspectives), directeur du Centre interfacultaire de Gérontologie et d'Etudes des Vulnérabilités, ses intérêts de recherches portent sur les conditions de vie des personnes âgées, les interactions entre trajectoires individuelles et dynamiques des structures sociales, les vulnérabilités et le parcours de vie.

**René Goy** est directeur-adjoint et responsable de l'action sociale à Pro Senectute Vaud. Membre de plusieurs comités de fondations actives dans l'action sociale gérontologique et la formation en travail social, attaché aux convergences collaboratives dans les domaines sociaux et de la santé, il a fait partie du comité d'experts chargé d'établir en 2011 le rapport vaudois de Politique cantonale Vieillesse et Santé.

## **Atelier 3 : Trajectoires de santé des populations précaires**

Les études sur les inégalités face à la santé ont clairement établi que les groupes socialement désavantagés sont systématiquement en moins bonne santé que les groupes avantagés. La prise en compte du parcours de vie des individus permet d'étudier comment les trajectoires de santé et les trajectoires sociales – en particulier définies par la situation familiale, le travail ou encore la migration – s'influencent mutuellement. Le modèle d'accumulation des (dés)avantages suggère en effet que les écarts entre groupes sociaux croissent au fil du parcours de vie. Au-delà de ces déterminants sociaux de la santé, le système de santé peut venir encore renforcer les inégalités. Il le fait soit en limitant l'accès aux soins de certaines catégories, soit en ne prenant pas suffisamment en compte les besoins socialement différenciés de ceux et celles qui consultent.

### Animateur-trice :

Diplômée en santé publique et docteure en sociologie, **Claudine Burton-Jeangros** est professeure associée au département de sociologie de l'Université de Genève. Ses travaux de recherche portent notamment sur

les représentations sociales des risques et les inégalités face à la santé. Elle dirige le projet 'Trajectoires de santé et transitions de vie' dans le cadre du Pôle national de recherche LIVES *Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie*.

Médecin cadre à la Policlinique Médicale Universitaire de Lausanne (PMU), Privat-Docteur et Maître d'Enseignement et de Recherche (PD-MER) à la Faculté de Biologie et de Médecine de l'Université de Lausanne, le **Dr Patrick Bodenmann** a fait une formation de médecine interne à Lausanne puis de santé publique à Londres. Depuis l'année 2000, il est responsable de l'Unité des Populations Vulnérables (UPV) de la PMU. Il y pratique des activités cliniques, et a développé un enseignement pré-gradué et le cursus médical de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> année sur les thématiques des déterminants sociaux de la santé, la précarité, et les compétences cliniques transculturelles ; il participe activement aux formations post-graduées et continue dans ces domaines. Il a publié des articles peer-reviewed sur les besoins en santé de différents types de populations vulnérables (requérants d'asile, sans-papiers, milieux de la prostitution, patients à usages récurrents du service des urgences) ; il a obtenu plusieurs financements expertisés dont un Fonds National Suisse de la Recherche (FNSR) et est coéditeur de la rubrique « Vulnérabilités et Santé » dans la Revue Médicale Suisse.

#### **Atelier 4 : Petite enfance et encouragement précoce**

Cet atelier invite les participants à débattre autour des deux thématiques suivantes :

1. La crèche-garderie s'inscrit désormais dans le registre des prestations socioéducatives contribuant à ce que l'on nomme conciliation vie familiale – vie professionnelle. Or cette thématique se focalise sur un seul aspect quantitatif: le rapport entre l'offre et la demande de placement. Cela revient à considérer les crèches-garderies, les enfants, les familles, comme un tout indistinct. L'effort porté sur l'offre ne saurait être dissocié d'une attention vers une prise en charge des enfants, dont l'éducation commence dès la naissance, comme vers les familles, qui, dans leur diversité sociologique, ne doivent pas être ignorées dans la réalisation de leurs aspirations, dans leur intégration sociale.
2. L'égalité des chances pour tous les enfants est devenu un enjeu central de la politique familiale en Suisse. Il s'agit entre autres de soutenir précocement le développement et les processus d'éducation des enfants, ceci plus particulièrement pour aider les parents ayant un accès limité à la formation, et par conséquent besoin d'un soutien ou de conseils spécifiques. Reste à mieux cerner politiquement et à déterminer plus concrètement de quoi serait fait ce soutien aux familles et à leurs enfants. C'est dans cette perspective que le programme d'encouragement précoce "petits:pas" vous sera présenté ici.

#### Animateur-trice :

**Gil Meyer** est professeur à la Haute école de travail social et de la santé (EESP) à Lausanne. Il enseigne la psychologie sociale, la sociologie des professions et la politique de la petite enfance et a mené diverses recherches sur les usages des crèches-garderies.

**Daniela Wagnières** est éducatrice sociale. Elle est actuellement chargée de projet auprès de l'association a:primo, afin de développer et promouvoir "petits:pas", un programme préventif de jeu et d'apprentissage pour de jeunes enfants vivant dans une famille socialement désavantagée.

## Atelier 5 : Quelle insertion professionnelle pour les personnes à l'aide sociale ?

Depuis plusieurs années on assiste, un peu partout en Europe, à une réorientation des politiques sociales vers la réinsertion professionnelle. Ce mouvement touche désormais aussi les bénéficiaires de l'aide sociale. La réinsertion professionnelle de ce public représente aujourd'hui un défi majeur, ceci à plusieurs titres. D'une part, se retrouvent à l'aide sociale essentiellement des personnes qui cumulent les désavantages : manque de formation, faibles compétences de base, problèmes sociaux, etc. D'autre part, le fait même d'être à l'aide sociale constitue un signal négatif pour beaucoup d'employeurs. De plus, se pose la question des compétences en matière d'aide à la réinsertion professionnelle. Sont-elles disponibles au sein de l'aide sociale ? Faut-il aller les chercher auprès des services de l'emploi ? Cet atelier constituera une occasion pour discuter des potentialités, des obstacles et des limites d'une réorientation de l'aide sociale vers la réinsertion professionnelle.

### Animateurs :

**Giuliano Bonoli** est Professeur de politique sociale à l'Institut d'hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne. Dans le passé, il a enseigné aux Universités de Fribourg et Berne en Suisse et de Bath en Grande Bretagne. Il a obtenu sa thèse de doctorat à l'Université du Kent à Canterbury (Grande Bretagne) pour une étude des réformes des systèmes de retraite en Europe. Ses recherches portent sur le processus de transformation de l'Etat providence dans les sociétés contemporaines et en particulier sur les politiques de l'emploi et la réinsertion professionnelle.

Né en 1955, **Michel Cornut** est depuis 2004 le chef du service social de Lausanne. Assistant social, il a créé en 1992 Mode d'emploi – Fondation pour l'acquisition et la certification de compétences, une organisation dédiée à l'insertion socioprofessionnelle. Dans sa fonction actuelle, il promeut une aide sociale active, centrée sur l'autonomisation des usagers. Il est notamment à l'origine de Scenic Adventure, un programme d'insertion destiné aux jeunes adultes en rupture bénéficiaires du RI.

Ateliers du vendredi 12 octobre

## Atelier 6 : Quelle action sociale pour les jeunes adultes en difficulté ?

Une nouvelle catégorie, les « jeunes adultes en difficulté » (JAD), est à l'agenda politique. Le canton de Vaud a mis en place dès 2006 des mesures spécifiques en direction des JAD et des centaines de jeunes ont pu bénéficier depuis de mesures d'insertion ou de formation. Quel bilan peut-on faire de ces différentes mesures après 6 années et quelles leçons peut-on en tirer pour l'avenir ?

Cet atelier a également pour but de discuter la pertinence dans le parcours de vie des hommes et des femmes de ce type de mesures et leur efficacité en matière d'insertion et de sortie de la pauvreté, et plus largement de mettre en discussion l'action sociale qui serait souhaitable pour les personnes âgées de 18 à 25 ans, un public beaucoup plus hétérogène qu'il n'y paraît de prime abord.

### Animateurs :

**Antonello Spagnolo** est responsable de la section Aide et Insertion Sociales auprès du Service de Prévoyance et d'Aide Sociales du canton de Vaud. Il conduit depuis 2005 le programme FORJAD visant l'insertion des jeunes adultes à l'aide sociale par la formation professionnelle. Publications en lien avec la thématique de l'atelier :

- FORJAD : l'insertion des jeunes à l'aide sociale par la formation professionnelle, dossier d'août de l'ARTIAS, 2007.
- FORJAD : un bilan 3 ans après, dossier de décembre de l'ARTIAS, 2009

**Jean-Pierre Tabin** est professeur de politique sociale à la Haute école de travail social et de la santé EESP (HES•SO) et à l'Université de Lausanne. Dernières publications en lien avec la thématique de ce colloque :

- Tabin, Jean-Pierre & Merrien, François-Xavier (éd.). (2012). Regards croisés sur la pauvreté. Lausanne : Éditions de l'éesp.
- Tabin, Jean-Pierre, Probst, Isabelle, & Waardenburg, George. (2012). Accidents du travail et parcours de personnes accidentées en Suisse. In Annie Thébaud-Mony, Véronique Daubas-Letourneux, Nathalie Frigul & Paul Jobin (Éds.), Santé au travail. Approches critiques (pp. 205-216). Paris : La Découverte.
- Tabin, Jean-Pierre. (2011) Les évolutions de l'assurance chômage en Suisse. Le rôle du mouvement syndical. Chronique internationale de l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) N°129 (pp. 24-34).

### **Atelier 7 : Mères seules avec enfants : une action sociale spécifique ?**

L'atelier débutera avec le portrait des ménages dits « monoparentaux » comme ils apparaissent à travers l'analyse des données statistiques disponibles : la prévalence du phénomène, les caractéristiques des mères seules avec enfants, les risques associés à leur condition. S'appuyant sur une nouvelle étude qualitative en cours, la réflexion commune continuera en examinant les contours de la condition dite monoparentale (la définition multiple de la condition, les parcours de vie qui y conduisent, la perception de par les mères seules elles mêmes) aussi bien que les difficultés perçues et les ressources disponibles. Les participants seront appelés à contribuer activement aux différents volets de l'atelier avec leurs réflexions, commentaires et expériences.

### Animatrices :

**Laura Bernardi** est actuellement professeure de sociologie et démographie du parcours de vie à l'Université de Lausanne et vice directrice du pôle de recherche national LIVES ([www.lives-nccr.ch](http://www.lives-nccr.ch)). Après un doctorat en démographie à l'Université de Rome et un post doctorat en anthropologie à l'Université de Brown (USA), elle a été directeur de recherche au Max Planck Institute pour la recherche démographique à Rostock (Allemagne). Ses thèmes de recherche concernent la fécondité, la famille, le parcours de vie, et plus récemment les migrations.

**Cornelia Hummel** est maître d'enseignement et de recherche au département de sociologie de l'Université de Genève et chercheuse associée au PRN LIVES. Ses travaux s'inscrivent dans le domaine de la sociologie de la vieillesse et de la sociologie du parcours de vie.

**Nasser Tafferant** est Sociologue, Chercheur post-doc senior au PRN LIVES à l'Université de Lausanne. Ses travaux portent sur la sociologie de la précarité, de l'expérience migratoire et des parcours de vie.

**Magaly Hanselmann** est au bénéfice d'une maîtrise ès sciences politiques. Assistante à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne, elle a travaillé ensuite à Solidarité femmes Fribourg en qualité de responsable des finances et assistante sociale. Par la suite, elle a mis en place le Centre de compétences intégration du Centre social protestant. Elle a été coordinatrice de campagne pour Amnesty international avant de rejoindre en 2007 l'Etat de Vaud en tant que déléguée à l'intégration des étrangers. En 2011, elle a été désignée Déléguée à l'égalité par le Conseil d'Etat.

## **Atelier 8 : Nouvelles migrations : des problèmes sociaux nouveaux ?**

Deux contributions introduisent les travaux de l'atelier : R. Fibbi proposera un approfondissement de la multiplicité des profils des migrations qui ont investi la Suisse dans les dix dernières années alors que A. Landry donnera un aperçu des problèmes sociaux notamment sur le marché du travail, tel qu'il peut les observer à partir de sa pratique de syndicaliste. La discussion portera sur la question de savoir dans quelle mesure ces problèmes présentent des aspects nouveaux : cette analyse permettra d'aborder la question de fond, notamment si les réponses en place sont à la hauteur des défis actuels.

### Animateur·trice :

**Rosita Fibbi**, Forum suisse des migrations, UNINE,

Rosita FIBBI, docteur en sciences politiques, a fait ses études à Rome, à Zurich et à Genève. Privat-docente, elle enseigne la Sociologie des migrations à l'Université de Lausanne. Elle est responsable de projet et membre de la coordination à la tête du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population à l'Université de Neuchâtel. Ses travaux portent sur les processus d'insertion des migrants et leurs enfants, leur mobilisation associative ainsi que sur les politiques d'intégration.

**Abdeslam Landry** est Secrétaire syndical au Syndicat Unia et responsable des questions de la Migration. Juriste de formation, il a obtenu un Master en droit européen de l'Université de Lausanne.

## **Atelier 9 : Sortir de l'AI, est-ce réaliste ?**

La politique instituée ces dernières années vise, on le sait, à réduire le nombre de rentiers AI et à canaliser les investissements publics vers la réinsertion professionnelle. Or, d'une part, les sorties de l'AI vers le marché du travail ne concernent qu'une minorité des sorties (12%). D'autre part, les mesures professionnelles qui consistent à trouver des places de travail à l'aide d'un soutien individualisé sont rarement utilisées (8% des bénéficiaires). Peu de savoirs sont produits et discutés sur les destins de ceux à qui des rentes sont refusées et supprimées. Combien retrouvent un emploi (et quel type d'emploi), finissent à l'assistance publique ou dépendent des solidarités privées pour survivre ?

Par-delà ces questions, cet atelier propose sur la base de cas concrets de débattre la problématique suivante : quelles sont les conséquences médicales et sociales de l'institutionnalisation de l'insécurité juridique qui frappe en particulier ceux qui souffrent de maladies psychiques ?

Animateur-trice :

**Cristina Ferreira**, professeure à la Haute école de santé Vaud (HESAV), a consacré sa thèse de doctorat en sociologie aux enjeux politiques et médico-légaux récents de l'invalidité en Suisse. Plus particulièrement, elle a analysé la place dévolue dans la jurisprudence et dans l'expertise psychiatrique au trouble somatoforme douloureux. Parmi ses publications sur le sujet : « Prétendre à une protection contre le risque d'invalidité : opportunités et contraintes de la mobilisation du droit », *Droit et société*, n°77, 2011 ; « Le trouble somatoforme douloureux : la traduction médico-légale d'une catégorie psychiatrique », *Sciences sociales et santé*, vol. 28, 2010.

**Gilles Godinat** travaille comme psychiatre-psychothérapeute au Groupe médical des Grottes (Genève) depuis 1984. Ancien président du Forum Santé (Genève) et de Pro Mente sana (Romandie), il est membre du comité référendaire national contre la 5<sup>ème</sup> révision de l'AI. Il a publié avec ses collègues des articles sur une critique du concept de sinistrose et sur l'évaluation de la capacité de travail. Il a participé au livre « Droit dans le mur » (Ed. d'En Bas, 1999) sur l'invalidité et au Programme plurifacultaire Action humanitaire « Action sociale, action humanitaire. De la protection à la contrainte » (Cahiers du CEMRIC 16-17, 2002) « Regards d'un psychiatre sur la souffrance psychique en lien avec le monde du travail ».

## **Atelier 10 : Précarité en fin de parcours professionnel**

Cet atelier sera abordé sous un triple aspect. En guise d'introduction, un panorama sur la précarité des personnes en fin de parcours professionnel sera présenté à partir de la situation d'emploi, d'activité, de chômage – en particulier de sa durée – et de la couverture sociale des personnes âgées. Les politiques d'emploi et/ou de réinsertion mises en place pour les travailleurs âgés (p. ex : mesure "55+" dans le canton de Fribourg) seront envisagées à travers leurs spécificités. La manière dont les conditions de travail et les politiques relatives au marché de l'emploi peuvent être adaptées afin de satisfaire les besoins des travailleurs plus âgés sera également abordée. Le troisième volet couvrira plus spécifiquement les limites du dispositif social pour les personnes en fin de parcours professionnel et présentera succinctement un état de la situation sur le Régime de la rente-pont introduit dans le canton de Vaud pour les personnes en fin de droit au chômage et proches de l'âge de la retraite.

Animateur-trice :

**Pierre Kempeneers** est adjoint scientifique à l'Observatoire Universitaire de l'Emploi (OUE) de l'Université de Genève depuis septembre 2005 et, à ce titre, a réalisé plusieurs recherches scientifiques dans les domaines de l'emploi, du chômage, de l'aide sociale et dans l'évaluation des politiques publiques. Depuis 2009, Pierre Kempeneers est également impliqué dans le Centre d'Analyse Territoriale des Inégalités du canton de Genève (CATI-GE). Avant de rejoindre l'OUE, Pierre Kempeneers a travaillé à l'office wallon de l'emploi (Forem) en Belgique où il a été, de 2000 à 2005, responsable du service d'analyse du marché de l'emploi et de la formation. M. Kempeneers a commencé sa carrière comme assistant puis chargé de cours à l'Université de Montréal (UdM) au Canada où il a obtenu, en 1992, son Ph.D en sciences économiques.

**Anouk Friedmann Wanshe** est adjointe auprès du Service des assurances sociales et de l'hébergement du canton de Vaud et responsable de la section Familles, vie à domicile, solidarités et générations, depuis octobre 2011. Elle a été nommée en 2003 auprès du Secrétariat général du Département vaudois de la santé et de l'action sociale en qualité de coordinatrice cantonale de politique familiale. Elle a travaillé auparavant comme collaboratrice scientifique auprès de la Centrale pour les questions familiales de l'Office fédéral des assurances sociales à Berne (1994) et a été responsable du secrétariat scientifique de la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales de 1995 à 2003.